

MESURE D'IMPACTS DES DISPOSITIFS PUBLICS EN FORMATION

Cette recherche est une commande de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle (DGEFP) en collaboration avec l'Unesco et la Dares. Elle est dotée d'un comité scientifique où se retrouve l'ensemble des partenaires. L'objectif de ce travail de recherche a été fixé par la DGEFP, il s'inscrit dans une problématique qui vise à dépasser le seul indicateur d'emploi comme gage de réussite d'une formation. A cette fin, la recherche se propose de tenter de mieux mesurer les effets et les impacts des dispositifs de formation – illettrisme, FLE (Français langue étrangère), et alpha - sur les personnes et de dégager des indicateurs pertinents favorisant l'évaluation et la construction des actions de formation à venir. Cette communication est le résumé du rapport d'étape remis à la DGEFP, l'élaboration du rapport final ayant pris quelque retard du fait de difficultés dans la réalisation de la seconde phase du travail. En conséquence les résultats définitifs de cette étude ne seront disponibles que fin mai 2006.

Ce travail qualitatif a été réalisé à partir de trente entretiens semi-directifs conduits auprès de stagiaires entrant en formation sur deux sites différents (Tours et Vernon). Il était composé de 22 femmes et huit hommes âgés de 17 à 60 ans appartenant à huit nationalités dont une majorité de français-es quelquefois issu-es de l'immigration. Certains-es relevant du FLE ayant bénéficié-es d'une scolarité relativement poussée. Il s'agit donc d'un échantillon très hétérogène entretenant des rapports au savoir et des attentes en matière de formation probablement très différentes dont il convient de tenir compte lors de la lecture des résultats présentés ici. La première phase du travail visait principalement à mieux appréhender en début de stage les attentes et les impacts attendus de la formation.

Principaux résultats de la phase 1 de la recherche

A l'issue de cette première phase, il a été possible de tirer quelques résultats provisoires auxquels j'ai agrégé pour cette communication quelques éléments significatifs collectés en phase 2 signalés par une * . En effet, plusieurs leçons pouvaient être à l'évidence tirées de cette première phase d'analyse. Tout d'abord l'ambition de mesurer l'impact des dispositifs de formation ouverts à ces publics et de définir un système d'indicateurs de qualité apparaît plus complexe que dans une première approche. En effet, la nature même de l'échantillon composé de personnes aux profils sociologiques extrêmement variés comme l'a fait apparaître l'analyse de ce dernier dans le rapport intermédiaire, la présence de trois sous-groupes pédagogiquement distincts (Alpha, FLE, adultes en situations d'illettrisme), diversement engagé dans le processus éducatif et dans des dispositifs différents, complexifient le travail. En effet comment dans cette variété pouvoir définir *a priori* l'appartenance à un sous-ensemble, la nature spécifique des attentes, donc l'impact à terme, de la formation ? Il convient sans doute en la matière de prendre en compte l'ensemble des attendus individuels. Ce qui implique, pour "modéliser" et définir des catégories stables, d'engager un travail d'enquête qualitative et quantitative sur un grand nombre. Sur ce point et pour y aider une analyse par sous catégorie pourrait se révéler pertinente mais encore faut-il les définir (âge, sexe, parcours, origine géographique, groupe de formation... ?).

La même problématique s'applique sans doute à la qualité de la formation mais avec moins de difficultés car quand bien même la qualité d'une formation serait faite d'une large part de subjectivité et de traits culturels, il semble plus facile de déterminer des critères et des indicateurs objectifs voire consensuels sur ce thème en tentant néanmoins de tenir compte des caractéristiques d'appartenance dont relèvent les représentations et les attendus d'une formation.

Néanmoins, il apparaît en effet à l'analyse que la formation a, en matière d'impacts directs (attendus) ou indirects et selon les individus, de multiples fonctions quelquefois cumulées pour certains-es. D'abord au regard de l'insertion ou de la réinsertion. Elle facilite de fait selon les personnes et en fonction de leur âge, de leur situation sociale et/ou culturelle, etc. :

- soit des orientations ou des réorientations professionnelles,
- soit des prises de contacts avec un secteur d'activité,
- soit la découverte de métiers,
- soit l'acquisition d'une première expérience professionnelle,
- soit l'origine* ou le développement d'une motivation pour l'engagement dans une formation ultérieure.

Elle conforte par ailleurs de premiers projets professionnels et/ou des choix de reconversion et elle rend plus aisées les démarches de recherche d'emploi. Elle est quelquefois, faute de projet professionnel, un sas, un temps de latence dans une phase personnelle d'incertitude : « *éviter de ne rien faire* ». Elle* est encore pour certains-es un espace relativement protégé et propice de remobilisation de soi, de ses capacités et de ses savoirs « enfouis » avant de s'engager dans une nouvelle phase de vie.

Ensuite elle produit des effets directs, presque immédiatement perceptibles, sur les personnes qui gagnent rapidement en autonomie dans leurs déplacements ou pour réaliser des actes de vie quotidienne (notes téléphoniques, liste de courses, rapport aux administrations, paiement en euros...).

Elle revitalise ou permet la construction de réseaux de socialisation ou en d'autres termes de briser* des formes d'isolement préjudiciable aux personnes et à leur insertion quelquefois même vécu avec une relative souffrance.

Elle favorise la reprise de confiance et l'amélioration de l'image de soi souvent décisives pour la conduite d'un projet. Elle* atténue certaines formes de timidité jusqu'alors très inhibitrices quant à l'établissement de relations avec d'autres ou de recherche de stages ou même d'emploi...

Enfin elle permet quelquefois des transferts et des réutilisations professionnels et ou sociaux.

Elle* favorise aussi de très classiques effets de re-socialisation en matière de levée, de respects de horaires, de partage des repas, etc.

Elle* modifie parfois les rapports intra-familiaux soit entre époux, soit entre les parents et les enfants.

Enfin* la formation (y compris les stages pratiques et les sorties...) favorise des processus d'acculturation en ce sens qu'elle permet à certains-es de mieux appréhender les coutumes, les règles de vie, les rituels, les habitudes et les modalités d'exercice du travail exigés ou souhaitables dans le pays d'accueil. En cela, elle apparaît comme un instrument d'insertion sociale, professionnelle et culturelle précieux et irremplaçable. Elle* participe donc de la construction de la citoyenneté telle qu'attendue ici.

Sur le plan* des apprentissages, au-delà des acquisitions évidentes, bien que très contrastées, en matière de savoirs de base (lecture, écriture, calcul...) selon les niveaux et les parcours

d'origine. La formation* favorise l'expression individuelle et initie fréquemment à la vie, au travail et à la communication en groupe. Elle* facilite de plus une ouverture culturelle importante soit du fait du dispositif (activités « d'éveil », contenu [droit du travail, géographie, etc.] techniques...) soit du fait même de la composition socio-géographique des groupes.

En matière d'indices de qualité, ce travail a permis de pointer une nécessaire professionnalisation des formateurs permettant :

- la mise en place de relations pédagogiques et d'un climat favorable aux apprentissages basé sur : la confiance, l'empathie, l'écoute...
- la « déscolarisation » des pratiques ou en d'autres termes la mise en œuvre réelle d'un « faire » andragogique,
- la gestion d'un groupe hétérogène aux motivations diversifiées,
- la définition de parcours personnalisés,
- la gestion d'une pédagogie différenciée,
- l'animation et la régulation de groupes d'une grande hétérogénéité,
- la mise en œuvre d'une pédagogie du projet,
- des possibilités de co-animation,
- la recherche d'une certaine interdisciplinarité,
- l'usage raisonné de l'évaluation et d'outils de mesure des apprentissages,
- une relative maîtrise des processus d'alternance (gestion des stages pratiques).

Pour finir, il conviendra peut-être de s'interroger à l'issue de la seconde phase sur les moments de l'évaluation-qualité et à des prises d'information de l'amont à l'aval du processus afin de ne pas limiter l'appréciation à la seule sphère pédagogique.

Au-delà, il convient de réfléchir :

- à l'information et/ou à la formation pédagogique des intermédiaires (PAIO, ANPE...),
- à la présence et à la gestion d'un public hétérogène (alpha, FLE, lutte contre l'illettrisme),
- au processus d'alternance en particulier à la place et à l'usage des stages et des périodes en entreprises,
- à l'usage des TIC de plus en plus essentiel dans la vie sociale* y compris pour consulter les annonces d'emplois à l'ANPE,
- à l'intérêt des ateliers techniques (cartonnage) et/ou artistique (calligraphie),
- à la nature des contenus abordés (savoirs de base et législation) et à leur élargissement (histoire et géographie,...),
- A la place et à l'intérêt* des activités culturelles (sortie théâtre ou autres).

Enfin cette première étape m'a permis de dégager quelques éléments participant des conditions de réussite et de qualité globale de tels dispositifs de formation :

- une intermédiation souvent nécessaire des acteurs de l'emploi et de l'insertion (PAIO, ANPE, Mission locale...) favorisant l'inscription et l'accès au stage de formation.
- un réseau dynamique des acteurs locaux de l'insertion,
- une information préalable des apprenants sur le stage et ses conditions (objectifs, contenu, déroulement, stage...),
- une gestion et un suivi des temps d'attente avant l'entrée en formation,
- un soutien et une attitude positive de l'environnement familial et/ou amical,
- une motivation initiale des apprenants (toujours à entretenir),
- une solidarité de groupe,
- un dispositif et un climat pédagogiques adaptés (déscolarisés),

- un suivi* post formation en matière de soutien à la recherche d'emploi ou de formation complémentaire si possible qualifiante,
- une possibilité* de compléments de formation de base (APP, AFB...),
- une possibilité* d'accès à des formes d'aides économiques (transports, garde d'enfants, rémunérations...).

Conclusion

La seconde phase, en cours, de cette recherche est conduite auprès d'un double échantillon afin de renforcer et/ou de conforter les pistes ouvertes par la première voire en ouvrir de nouvelles. Une première vague d'entretiens permettra d'évaluer le dispositif afin de dégager des indicateurs et de recueillir les impacts - ressentis ou constatés - de la formation sur les trente bénéficiaires rencontrés en phase 1, quatre mois environ après leur sortie du dispositif de formation. Une seconde vague permettra par comparaison de mesurer l'impact de la formation sur les stagiaires tel qu'observé par trente membres de leur environnement personnel, professionnel ou social (PAIO, ANPE, formateur, groupe familial...).

Nous formulons l'hypothèse que les entretiens de cette seconde phase (en cours d'analyse) permettront premièrement de repérer par le croisement des discours les effets réels de la formation (impacts) constatés par les stagiaires et par des acteurs "extérieurs" en phase 2 ; deuxièmement que des indicateurs d'évaluation des dispositifs pourront être confirmés ou dégagés et qu'ils faciliteront à terme l'amélioration de la qualité de la formation en favorisant la mise en œuvre de moyens pédagogiques concourant à produire les effets attendus tant par les apprenants eux-mêmes que par la DGEFP, commanditaire de ces actions.